



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-12-09/105

OBJET : Attribution de subvention à l'association GUADARUN

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPHIXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATHI Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent.

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer.

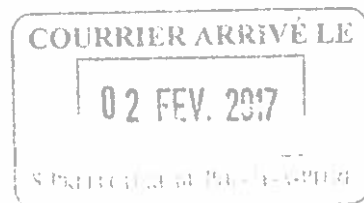
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 9-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération n°COM2016-09-07/66 du 29 septembre 2016, portant sur les critères d'attribution de subventions relevant de la compétence Développement Economique.



Considérant que l'association Gwadarun organise la 18^{ème} édition du raid aventure « Marathon des îles » du 15 au 23 avril 2017.

Considérant que cette manifestation présente un intérêt touristique manifeste.

Considérant que l'édition 2017 comprend une étape sur le Littoral du Moule.

Considérant que l'association sollicite une subvention de 4000 ,00 € de la part de la CANGT.

Considérant que les élus réunis en commission développement économique ont émis un avis favorable pour l'attribution de la somme de 3000,00€.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

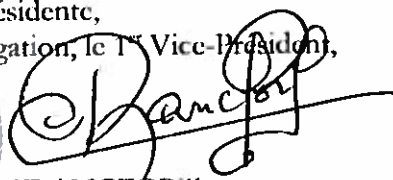
ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention d'un montant de 3000,00 € (trois mille euros) à l'association Gwadarun pour l'organisation du « Marathon des îles ».


ARTICLE 2 : D'imputer la dépense au chapitre 65, article 6574 du budget principal.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

l'a fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente,
Par délégation, le 1^{er} Vice-Président,

Philipson FRANCFORT



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.